



PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

ATOOUT SENS

TRIMESTRIEL N°49 // DÉCEMBRE 2022



Édito

cefoc
CENTRE DE FORMATION CARDIJN

« *Nous sommes la nature qui se défend* »

Sur les banderoles de « la ZAD Notre-Dame-des-Landes » est apparu un slogan, une devise qui dit quelque chose d'un certain basculement de pensée dans le monde occidental : « *Nous ne défendons pas la Nature, Nous SOMMES la Nature qui se défend !* ».

Notre-Dame-des-Landes est une commune de l'Ouest de la France, dans le département de Loire-Atlantique. Au début des années 2000, un projet d'aéroport y est relancé : l'idée date de 1965 pour une ouverture en 1985. Dans les années '70, des paysans s'y opposent et les choses prennent plus de temps que prévu. C'est donc en 2000 que le projet renaît. La résistance s'organise à nouveau pour défendre la zone humide encore préservée, véritable paradis terrestre d'une série d'être vivants non humains (tritons, grenouilles, campagnols, bocage, zone humide...).

En lieu et place de la ZAD, *Zone d'aménagement différé* à vocation aéroportuaire, des citoyens mettent en place un autre type de ZAD en détournant l'acronyme : une *Zone à défendre* ! Il s'agit d'empêcher la destruction « de la nature ». Ils y construisent des cabanes et lieux de vie dans la forêt. Ainsi, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, devient un lieu de vie alternatif. Le combat citoyen de militants en tout genre, d'activistes écologistes « anti aéroport », est devenu une « micronation », « un village » où certains « zadistes » continuent à vivre bien après que le projet d'aéroport ait été abandonné.

Les humains qui ont mené le combat contre ce projet d'aéroport « ne défendaient plus la nature », comme un humain occidental supérieur et dominateur, « ils étaient la nature ». Ils sont la nature !

La ZAD est devenue un récit, des histoires : de combat, de lutte et de vie au cœur du vivant non-humain, et humain, dans des modèles relationnels de solidarité, d'entraide, de liberté et de vie en communauté.

Il était une fois « des ZAD »... « des Zhistoires à diffuser » ! Ce numéro vous conduit sur les traces d'une résistance de Fédération pour l'autonomie associative (pp.3-4) ; le dossier vous plonge au cœur de questions sur « l'humain et la nature », abordées au week-end d'octobre, pour plus de justice climatique et sociale (pp.5-12) ; la rubrique Échos a déposé quelques petits cailloux d'une « théologie par les pieds » (p.13) ; et finalement, vous pourrez refermer ce numéro dans les pas d'une journée sur les préjugés : ceux dont l'on est victime mais aussi ceux dont l'on est auteur (pp.14-15).

En espérant qu'au fil de chacune de ces « zhistoires », vous trouviez au moins une pépite qui vous donne le courage ou l'inspiration pour vos propres zones à défendre !

Bénédicte Quinet

Rédac'chef

Bénédicte QUINET

Équipe de rédaction du numéro

Naïma AMEZZIANE
Vanessa DELLA PIANA
Dominique DESCLIN
Véronique HERMAN
Mélanie LOUVIAUX
Annick PAGE
Isabelle PAQUAY

Mise en page & illustrations

Renaud HOEDT
Bénédicte QUINET

Abonnements

« Atout sens » paraît quatre fois par an, en mars, juin, septembre, décembre.

Prix : 15 euros

Prix de soutien : 40 euros

Compte : BE97 0010 8274 8049

Asbl Centre de formation Cardijn (Cefoc)
rue Saint-Nicolas, 84
5000 Namur
Tél. et fax : 081/23.15.22

info@cefoc.be

www.cefoc.be

Sommaire

Partenaires

3 La FESEFA, pour l'autonomie associative

Dossier : Justice climatique...

6 Des « religions vivantes » : ressources pour vivre et agir

8 Islam, théologie de la libération, justice climatique et justice sociale

10 Afrique et Asie, sources d'inspiration

12 Et nous dans tout ça ?

Échos

13 Publication : « Paroles vives pour la route »

14 Une belle ardeur en province de Luxembourg, pour déconstruire les préjugés

LA FESEFA,

POUR L'AUTONOMIE ASSOCIATIVE



GENEVIÈVE MAIRESSE

Le Cefoc, comme beaucoup d'autres associations, est subsidié par les pouvoirs publics, en particulier par la Fédération Wallonie Bruxelles. Il fait partie du secteur de l'Éducation permanente. Pour soutenir et contribuer à la représentation du secteur, avec d'autres, il fait partie d'une fédération : la FESEFA. Cet acronyme est familier surtout aux oreilles des employeurs du secteur de la formation d'adultes. Et pourtant, l'organisation qui se cache derrière a un large impact sur le terrain de l'Éducation permanente. Entretien avec Geneviève Mairesse, Conseillère en Éducation permanente à la FESEFA, pour découvrir des coulisses du secteur.

Propos recueillis par Vanessa DELLA PIANA

INTERVIEW

Le Cefoc est membre de la FESEFA depuis de nombreuses années : c'est un allié précieux pour soutenir le développement de notre association. En quelques mots, en quoi consiste le travail de votre organisation ?

— Geneviève : Au début des années nonante, plusieurs associations du secteur de l'Éducation permanente (EP) se sont fédérées autour des questions liées à l'emploi. La FESEFA se nommait à l'époque la FESEP, Fédération des Employeurs de l'Éducation permanente. Plus tard, la fédération s'est élargie à deux autres secteurs proches : l'insertion socioprofessionnelle et l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère. En tant que fédération d'employeurs, la FESEFA vise, entre autres, la représentation et la défense des intérêts des organisations. Concrètement, cela se traduit par une représentation formelle via une série de mandats mais également par un soutien aux associations au niveau juridique. Depuis 2021, la FESEFA est aussi reconnue comme fédération représentative du secteur de l'Éducation permanente. C'est une première pour l'histoire de ce secteur ! Cette nouvelle reconnaissance nous permet de renforcer et d'élargir nos missions : accompagnement, représentation, formation et information pour les associations du secteur. Aujourd'hui, la FESEFA compte un peu plus de 410 membres répartis sur l'ensemble du territoire francophone, et environ 185 associations reconnues en Éducation permanente.

Avec la pandémie, toutes celles et ceux qui font vivre l'Éducation permanente, à tous les niveaux, ont été mis à mal. La FESEFA a joué un rôle-clé dans l'accompagnement et la défense du secteur. Comment avez-vous traversé cette période ?

— Le premier confinement a été un choc pour tout le monde et, très rapidement, la FESEFA a dû se saisir des urgences apparues pour nos membres. Les questions prioritaires ont été celles de l'immunisation des subventions, des reports de délais réglementaires, d'assouplissement de normes diverses, de clarifications des mesures... Au niveau sectoriel, la crise a été l'occasion pour nous de jouer un véritable rôle de fédération et d'être pour les autorités un interlocuteur incontournable. Le Cabinet de la Culture a rapidement ouvert un espace de concertation avec le secteur, dans lequel la FESEFA a pris une place active, notamment en proposant un gel des exigences quantitatives en parallèle d'un maintien des subventions ; propositions entendues et acceptées par le Cabinet. Le travail de concertation s'est poursuivi en 2021, ainsi que l'accompagnement et l'information des associations reconnues, car le secteur était vraiment en demande de clarification des différentes mesures qui se succédaient. On a constaté que le socioculturel avait peu de place, peu de visibilité et de valeur dans les négociations fédérales pour le secteur culturel. C'est notamment ce qui nous a poussé·e·s en 2021 à lancer des interpellations politiques pour demander de soutenir, au niveau fédéral, une reprise progressive des activités avec les publics adultes.

En période de pandémie, alors que les activités de formation étaient rendues impossibles à organiser, la Feseffa a joué un rôle de fédération, de défense de ses associations membres, en faisant la demande au pouvoir subsidiant de geler les exigences quantitatives tout en maintenant les subventions, ce qui a été accepté par le Cabinet.

L'an dernier, la FESEFA a célébré ses trente ans : lors de l'événement, des intervenant.e.s ont traité plusieurs enjeux qui traversent l'Éducation permanente. Quelles perspectives se sont dégagées ?

— Effectivement, nous avons voulu marquer cet événement par une journée de rencontre et de débats autour de deux grands enjeux : la défense des valeurs de l'autonomie associative et les évolutions du cadre légal de l'Éducation permanente. Les deux dimensions sont liées car si les associations reconnues perdent une partie de leur autonomie associative, elles ne pourront plus mettre en œuvre ces espaces de liberté que le Décret offre encore aujourd'hui. Peu d'associations ont réellement conscience de ces espaces : la liberté de définir son propre objet social, sa gouvernance interne, ses propres thématiques d'action. Dans d'autres cadres et financements, ce sont les politiques qui définissent les priorités, les modes et les limites de l'action. Viser l'émancipation, la critique et la transformation de la société, la défense des droits fondamentaux... en partie avec le soutien d'un subventionnement structurel, c'est assez unique en Europe !

Cette année d'anniversaire a aussi été marquée par la publication d'un ouvrage sur l'autonomie associative. C'est le fruit d'un travail collectif. Le Cefoc a eu le plaisir d'y contribuer. Peux-tu nous en dire plus ?

— Depuis plusieurs années, les membres de la FESEFA constatent une série d'évolutions parfois insidieuses au détriment de l'autonomie des associations : complexification de la charge administrative, méfiance des pouvoirs publics envers les associations, diminution des subventionnements structurels au profit d'appels à projet, logique entrepreneuriale qui prime sur les missions de base...

La disparition de la loi de 1921 sur les asbl au profit du « Code des Sociétés et Associations » suscite des craintes pour l'avenir du secteur non-marchand. Pour attirer l'attention des politiques sur ces menaces, nous avons opté pour une publication de fond plutôt qu'un cahier de revendications classique. Cet ouvrage s'adresse à toutes les personnes actives dans la vie associative : nous souhaitons alimenter leurs réflexions, débats et actions par cette prise de conscience collective et (re)créer ainsi une identité plus forte de l'associatif, notamment face aux dérives de la marchandisation. Nous souhaitons aussi que les politiques s'en emparent. La première partie de l'ouvrage analyse l'histoire du fait associatif et certains enjeux majeurs d'aujourd'hui. La deuxième partie illustre cette richesse associative avec des retours de terrain. Le Cefoc a contribué en proposant une analyse d'une situation-problème rencontrée en décembre 2017 lors d'une intervention « coup de poing » de l'inspection Belfi (liée à la lutte contre le terrorisme) dans une petite asbl du Brabant wallon. Enfin, l'ouvrage ouvre des perspectives sur un avenir incertain mais animé par la conviction qu'avec de l'audace, une force collective et des propositions co-construites, nous arriverons à créer ensemble un nouveau « contrat de participation démocratique », grâce à l'appui d'un Décret Éducation permanente soutenant et ambitieux !



Disponible sur demande au Cefoc



JUSTICE CLIMATIQUE, JUSTICE SOCIALE,

ET LES CONVICTIONS DANS TOUT ÇA ?

« Chauds chauds, chauds, plus chauds que le climat ». « Nous n'avons pas de planètes de rechange ». « Faim de justice ». « Refusons la pauvreté ». C'est en clamant ces slogans que le week-end de formation du mois d'octobre a commencé. En effet, les prévisions scientifiques concernant l'environnement sont alarmistes. Le mode de vie occidental menace la planète et non seulement les plus pauvres en sont victimes mais c'est ce mode de vie et cette gestion qui a aggravé les situations de pauvreté.

Pour Nicolas Hulot « l'âme du monde est malade ». Le défi écologique ne serait-il pas aussi un défi pour l'esprit ? Est-ce qu'il n'interroge pas le sens de notre passage sur terre ? L'injustice sociale et économique

touche à notre manière d'être au monde. En posant ces questions, nous sommes renvoyés aux convictions religieuses et philosophiques : peuvent-elles déplacer notre regard, nous interpeller et nous inciter à agir pour plus de justice sociale et climatique ?

C'est à cela que 30 participants ont réfléchi durant ce week-end avec les éclairages de Brigitte Maréchal, sociologue des religions, Michael Privot, islamologue et Luis Martinez, théologien catholique.

Des « religions vivantes » : ressources pour vivre et agir



En s'appuyant sur ses préoccupations face à l'état du monde, Brigitte Maréchal, socio-anthropologue du religieux et de l'islam, propose de prendre du recul pour tenter une analyse des interactions entre religions et société. Son intervention permet de porter un premier regard, large, sur les questions de justices sociales et climatiques en lien avec les convictions religieuses.

Naima Amezziane

BRIGITTE MARÉCHAL

Même si les religions se présentent parfois comme ayant toujours été comme elles sont aujourd'hui, elles sont en réalité toujours en évolution, avec des questions et hiérarchisations nouvelles. Il s'agit de les replacer dans leur contexte. En temps de crises climatique et écologique, les religions reviennent à l'avant-scène. Depuis une dizaine d'années, elles sont de plus en plus conviées au débat politique comme si elles avaient quelque chose à dire pour faire face à ce qui vient. Bien que les religions soient des ressources de sens et de symboles qui permettent de construire un rapport au monde, sont-elles capables de nous aider à empoigner les défis écologiques et sociaux auxquels nous sommes confrontés? Avant de tenter de répondre à cette question, Brigitte Maréchal clarifie quelques notions-clés et trace une évolution historique du rapport entre religions et conscience écologique.

Quels mots utiliser ?

Convictions ou croyances ? Le terme « convictions » renvoie à un imaginaire positif, surtout dans une société où avoir des convictions c'est « être quelqu'un », ne pas en avoir, serait manquer de caractère... Brigitte Maréchal, préfère pourtant parler de « croyances » ou de « croire ». Croire dans le progrès, croire en la fin du monde... voilà des croyances qui portent ou écrasent !

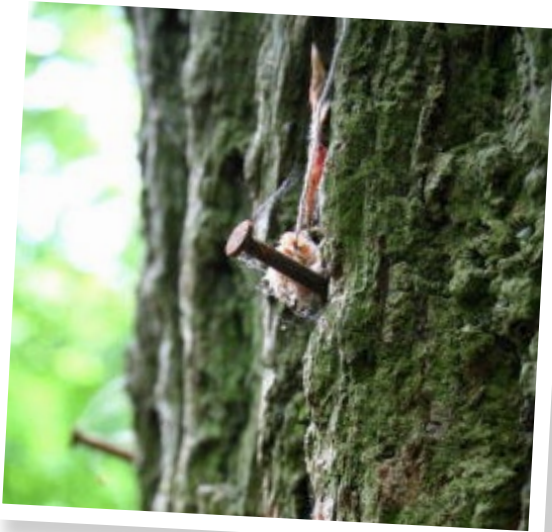
Religions, religiosité ou religieux? Il y a souvent confusion entre ces différentes notions.

Les religions peuvent être définies comme des concrétisations socio-historiques, d'institutions et leaders, qui, à un moment donné, façonnent et établissent un système de droits, de codes, de dogmes. Mais, en amont des religions, nous retrouvons la religiosité, l'être humain qui se pose la question de

ce qu'il fait dans ce monde et de sa finitude. C'est ce qu'on appelle la genèse existentielle du religieux. Une religiosité est une manière de voir et d'être au monde. Être croyant.e, ce n'est pas seulement croire en une altérité, en un Dieu. Croire c'est également avoir une disposition à l'action en se donnant, éventuellement, une discipline. Le religieux existe parce que l'être humain, depuis son avènement, est en quête de sens. Il se questionne sur sa finitude et sur l'existence d'une altérité avec laquelle il rentre en relation.

L'évolution du rapport entre religion et nature

Brigitte remarque que ses étudiant.e.s, qu'ils.elles soient catholiques ou musulman.e.s, font rarement un lien entre religion et nature. Dieu est certes présenté comme Créateur du ciel, de la terre,... mais le fait que les conceptions philosophiques et religieuses sont susceptibles d'avoir une véritable incidence sur la manière dont nous construisons notre rapport au monde est très peu présent. Comment l'expliquer ? Les religions apparaissent comme des évidences, comme des choses naturelles, qui vont de soi. Dans d'autres sociétés, telles les aborigènes, ou dans des traditions plus anciennes, la nature est l'expression d'altérités, de forces extérieures. Le rapport à la nature y est investi autrement, par des rituels, avec plus de conscience. Lynn White, historien américain, a écrit un article en 1967 dans lequel il reproche au christianisme d'avoir en quelque sorte éradiqué le paganisme qui insufflait un rapport plus engagé à la nature: « Dans l'Antiquité, chaque arbre, chaque source, chaque rivière, chaque colline avait son propre "genius loci", son gardien spirituel. Ces esprits étaient accessibles aux hommes mais ils étaient d'une nature très différente, comme en témoigne



Il reste quelques traces de paganisme dans nos contrées : les arbres à clous.

l'ambivalence des centaures, des nymphes et des sirènes. Avant de couper un arbre, d'exploiter une mine dans la montagne ou d'endiguer un ruisseau, il était important d'apaiser l'esprit qui avait la sauvegarde de ce lieu particulier et d'entretenir sa mansuétude. En détruisant l'animisme païen, le christianisme a permis l'exploitation de la nature dans un climat d'indifférence à l'égard de la sensibilité des objets naturels. »

(Lynn Whyte « The historical roots of our ecologic crisis » *Science* 155, n°3767, (1967), 1203-1207).

On trouve pourtant encore quelques traces de paganisme dans nos contrées, comme les clous dans les grands chênes, qui ont pour intention de remercier la divinité et de demander une guérison. L'arbre est dans ce cas un support de religiosité magique à travers lequel les individus sont en relation avec une altérité. Cela permet de comprendre la révolution psychologique et anthropologique qui s'est produite et qui n'est pas liée uniquement au christianisme. Bien d'autres éléments ont participé à cet éloignement entre l'humain et son environnement. Notamment d'autres traditions religieuses, mais aussi le capitalisme, l'évolution des sciences et des techniques, qui ont amené l'émergence d'une conception de l'humain qui « domine » la nature.

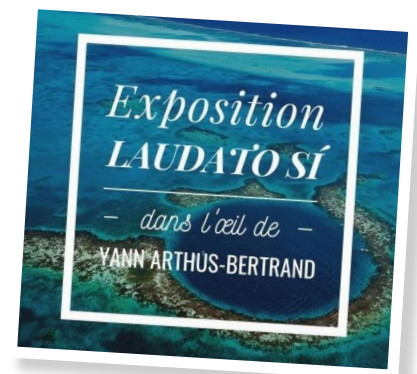
Aujourd'hui, une nouvelle dynamique émerge, au sein même des religions. Les prises de parole du pape François, notamment dans l'encyclique "Laudato si", soutiennent une écologie intégrale avec l'idée de respecter notre terre commune. Il

encourage les croyant.e.s à aller vers une protection de la terre, et une communion avec elle. Il s'agit là d'un nouveau discours porté par la plus haute autorité catholique mais qui ne fait pas pour autant l'unanimité. Ce texte important montre bien que les religions sont aussi susceptibles d'évoluer en fonction des sensibilités de leurs leaders et de leurs capacités à insuffler de nouvelles dynamiques dans le contexte contemporain.

Les religions face aux défis écologiques contemporains

À partir de leur ancrage spécifique, les religions et les croyant.e.s ont quelque chose à amener dans les débats d'aujourd'hui pour soutenir le changement. Le capitalisme détruit la planète en mettant en avant le gain et des postures utilitaristes liées à l'argent. Les croyant.e.s et les religions, qui valorisent d'autres postures (de gratuité, de générosité), peuvent représenter des leviers puissants.

Une vision panthéiste se développe : Dieu est dans la nature, tout en étant autre. Dès lors, les croyant.e.s sont amenés à prendre soin de la nature. Sans être panthéiste, Hartmut Rosa, philosophe allemand, parle de « Résonances ». Il oppose le rapport de domination au rapport de reconnaissance qui place l'humain en relation, se laissant toucher par l'autre, par la nature. Le christianisme comme l'islam, et les traditions religieuses en général, peuvent participer à la construction de ce nouveau paradigme, de cette nouvelle manière de penser notre rapport au monde. Et ce, en les considérant comme des religions pleinement vivantes et investies par des croyant.e.s et reconnues comme des ressources pour prendre du recul et pour agir...



“ En 2015, le pape François publiait 'Laudato Si', lettre encyclique sur la sauvegarde de la maison commune, consacrée aux questions environnementales et sociales. Touché par l'appel du pape, le photographe Yann Arthus-Bertrand publie en novembre 2018 une version illustrée de l'encyclique.”

Islam, théologie de la libération, justice climatique et justice sociale

Le samedi après-midi du week-end a réuni les participants autour de deux théologiens. Michael Privot est musulman et islamologue. Il est soucieux de mettre ses compétences d'exégèse historico-critique au service de ses contemporains musulmans pour une approche renouvelée des textes de la Tradition. Luis Martinez, né au Chili, se situe dans le courant de la théologie de la libération. Ce mouvement, né après le concile Vatican II, invite à relire la foi chrétienne avec le regard des pauvres et à partir de leur réalité vécue.

Dominique DESCLIN

Dans le monde occidental, la modernité a amené une certaine manière d'être au monde : l'humain - comme sujet - domine l'environnement, considéré comme un objet, et domine également ses propres frères humains. La première question posée aux deux théologiens était de nous éclairer sur les textes sacrés qui ont pu influencer ce rapport au monde.



“ Le Coran a été rédigé au 7^e siècle, dans un contexte où les questions autour de la finitude du monde ne se posaient pas.”
(Michael Privot)

Dans l'islam, l'homme au centre de l'univers

Michael Privot a commencé sa réflexion en précisant à l'assemblée que chercher dans les textes sacrés des réponses à nos questions est plutôt illusoire car ils ont été écrits dans un contexte complètement différent. Par contre, avec une approche historico-critique, il s'agira d'essayer de comprendre leur logique interne et de découvrir comment ces textes ont inspiré les croyants de l'époque. C'est par cette

démarche que les croyants d'aujourd'hui trouveront à leur tour une inspiration dans ces textes.

Par exemple, le Coran a été rédigé au 7^e siècle, dans un contexte où les questions autour de la finitude du monde ne se posaient pas. Il est né dans une économie de survie, où l'appartenance à une tribu était vitale. Le parallèle peut être fait avec notre société de plus en plus confrontée à la limite des ressources naturelles.

Certains textes du Coran invitent à la contemplation de la nature. Rédigés dans une société polythéiste, leur objectif était de montrer que Dieu est la seule source de subsistance de l'univers et donc qu'il est plus grand que toutes les autres divinités.

Concernant la création, le Coran ne contient pas de récits construits comme ceux de la Bible. Il reflète un certain anthropocentrisme : l'homme, un Bédouin, est au centre de l'univers qui est à sa disposition.

Mais certains passages montrent que les animaux, les cieux, les montagnes sont des entités qui ont, elles aussi, reçu la révélation. Les animaux sont aussi appelés à la résurrection. Il n'y a donc pas de différence radicale entre l'homme et l'animal.

Un texte désigne l'être humain comme un calife sur terre (sourate 2, verset 30) : il en est le jardinier. Par contre, il n'y a pas de véritable indication sur ce que cela implique.

Pour Michael, l'important, pour le croyant musulman d'aujourd'hui mais aussi pour ceux qui s'intéressent à l'apport de cette tradition, est de chercher à toucher les intuitions de ces textes, les valeurs qui s'en dégagent. C'est cela qui peut servir de points d'appui pour la construction d'une meilleure justice sociale et climatique. Ainsi, pour lui, il est important pour l'humain de retrouver une humilité pour prendre soin de l'autre, du vivant et du non-vivant.



“ La théologie de la libération s’est laissée interpeller par la culture des indigènes, leur façon différente de se situer dans le monde. Pour eux, l’important c’est de vivre en harmonie avec les autres, le cosmos, soi-même et Dieu.” (Luis Martinez)

Théologie, libération et nature

Luis Martinez a d’abord présenté ce qu’est la théologie de la libération. C’est un courant dans l’Église catholique ayant pour objectif de relier le visage de Jésus avec la vie. Dans le contexte de l’Amérique Latine des années 70, la vie d’une grande part de la population est marquée par la misère économique et l’exploitation. Des théologiens ont décidé alors de parler non plus de développement mais de libération : comment libérer ce peuple crucifié par la misère ? Des religieuses et des prêtres ont mis en route ce mouvement en se décentrant de l’Église pour aller rejoindre la périphérie. Rapidement, la question de la protection de l’environnement s’est posée : peut-on isoler le cri des pauvres du cri de la nature qui est détruite ?

La théologie de la libération relit les textes bibliques en mettant en évidence la conception d’un Dieu libérateur. Elle combine une interprétation de la réalité sociale et économique avec une approche politique : une critique sévère du capitalisme.

Avec un théologien comme Léonardo Boff, la théologie de la libération s’est laissé interpeller par la culture des indigènes, leur façon différente de se situer dans le monde. Pour eux, l’important c’est de vivre en harmonie avec les autres, le cosmos, soi-même et Dieu. Ce dialogue entre tradition chrétienne et tradition indigène a permis de remettre en évidence des aspects oubliés ou cachés de la foi et de penser Dieu autrement. Ainsi, plutôt qu’un Dieu tout-puissant, la théologie de la libération met en évidence un Dieu de la vie, qui prend soin : un Dieu plus « féminin ». Quant à la place de l’homme dans le monde : il est dans un cosmos conçu comme un don duquel il doit prendre soin pour que la création arrive à son but.

Spiritualités et actions

Pour Michael, ce ne sont pas les religions qui vont transformer le monde mais les êtres humains qui s’en inspirent. La spiritualité, comme mouvement du cœur vers la transcendance, permet de trouver un sens à son action. Elle permet de se retrouver, d’être à l’écoute de sa boussole intérieure et donne le courage de bouger. Pour lui, la spiritualité pousse à sortir des « petits pas » pour la planète. Sans nier l’importance des gestes simples, elle doit les situer à l’intérieur d’une lutte plus globale, sortir le problème climatique des efforts individuels (par exemple, trier ses déchets). Elle doit nous faire entrer dans un processus plus large pour affronter le capitalisme et envisager une façon différente de gérer la société. Un enjeu important pour la spiritualité est de rendre le monde désirable. Alors que nous devons « décroître », qu’il nous faudra renoncer à toute une série de choses, il est important de rendre ce changement désirable : « *Comme personnes inscrites dans une spiritualité, nous devons être au cœur du moteur, de cette désirabilité* ».

À son tour, Luis nous invite à abandonner l’idée d’une spiritualité qui offre de fuir la réalité et qui sépare le corps et l’esprit. Pour lui, Dieu n’est ni immanent ni transcendant : il est transparent. Il se fait « voir » dans la nature, la création. La spiritualité engage, rend capable de transformer le monde et de se sentir lié et responsable des autres. Comme Michael, il estime que la religion est un réservoir de rêves pour l’humanité, elle véhicule une utopie, un chemin. Mais cela doit se travailler, la religion chrétienne doit veiller à rester fidèle à sa source, le message de Jésus.

Afrique et Asie, sources d'inspiration

Parmi les nombreuses philosophies qui existent dans le monde, la journée du dimanche a choisi de mettre le focus sur l'animisme, surtout présent en Afrique et le bouddhisme, plus connu chez nous et originaire d'Asie. En quoi ces philosophies lointaines peuvent-elles inspirer les Occidentaux que nous sommes dans notre rapport à la nature ?

Annick PAGE

Les croyances animistes et bouddhistes offrent une façon d'être au monde assez éloignée de la rationalité qui caractérise la société occidentale. Cependant, une approche empreinte de curiosité peut questionner, interpeller nos convictions et enrichir la réflexion sur notre rapport au monde.

L'animisme, une compréhension neuve de la nature

D'origine camerounaise, Gaston-Paul Effa a suivi en France des études de théologie et de philosophie. Auteur de nombreux romans, essais, poésies et textes divers, il est actuellement professeur de philosophie à Sarrebourg (Alsace). Dans l'interview projeté au week-end, il présente l'animisme africain ni totalement comme une religion ni totalement comme une philosophie, dit-il, comme une pensée qui nous apprend à mieux habiter le monde.



Interview de Gaston-Paul Effa dans le cadre de l'émission 64' Grand angle de TV5 Monde.

Extraits :

« L'animisme, c'est le fait de reconnaître que le vivre n'est pas la propriété du seul humain. Nous partageons un espace commun avec les autres êtres. Il n'y a pas de raison que nous nous mettions au-dessus, et souvent que nous différons le moment [avec la perspective d'] une vie éternelle : la vie [serait] au-delà. Non, la vie est ici et maintenant. Nous sommes vivants ici et maintenant. »

Son expérience dans la communauté pygmée invite à réfléchir sur les liens entre humain et nature : *« Lorsque je suis arrivé chez les Pygmées, quelque chose d'extraordinaire est arrivé. Je rentre dans une salle, une chambre, la porte était basse. Il fallait quasiment aller à quatre pattes pour entrer, pour accéder au saint des saints dans cette maison. Qu'est-ce que cela voulait dire ? En rentrant, quand il fallait se relever, je n'avais qu'une envie, m'asseoir et rester plus bas. Cette humilité, nous l'avons perdue. Réapprendre à comprendre que la porte est basse. L'humain veut être tellement haut alors que c'est en bas que tout se passe. Le plus bas. »* D'où le titre de son ouvrage, *« Le Dieu perdu dans l'herbe »*.

En développant la raison et en plongeant dans le progrès, l'Occident s'est coupé de la nature et du vivant. De plus, l'accélération du temps a fait oublier le présent : *« On ne sait plus respirer en Occident. Réapprendre à contempler. Qui sait encore regarder l'autre, la nature ? [...] Il arrive un moment où il faut se rendre disponible à soi-même, pour retrouver le sentiment essentiel que j'appelle la joie et qui est le sentiment de l'animisme. »*

Et l'auteur de rappeler l'importance du défi climatique : *« En prenant soin de la nature, on prend soin de l'humain lui-même. L'animisme nous amène à une révolution. La révolution, c'est de considérer que la nature réhumanise l'être humain. »*

(Le texte intégral de l'interview est disponible sur demande au Cefoc)

Le terme « Pygmée » désigne différents groupes ethniques disséminés le long de l'équateur dans de nombreux États de l'Afrique centrale actuelle. Source Wikipedia.

OLIVIER WANG GENH



“ La révolution, c'est de considérer que la nature réhumanise l'être humain.”



Le bouddhisme, interdépendance et responsabilité

Philosophie plus répandue en Occident, le bouddhisme est connu pour l'importance qu'il donne au respect de toute vie. Dans son discours, Olivier Wang Genh, président de l'Union bouddhiste de France, rappelle un des fondements du bouddhisme, à savoir que « L'Homme est UN avec la nature, avec l'air qu'il respire, avec l'eau et les aliments qu'il consomme, avec la totalité des minéraux, des plantes et bien sûr des animaux ; l'être humain est UN avec l'univers et donc avec la vie. Pour les bouddhistes, prendre la forme humaine est sans aucun doute une des plus belles expressions de cette vie. » Cela rejoint le concept d'interdépendance : rien dans ce monde n'existe de façon autonome, chaque chose est le résultat de conditions préalables. On ne peut dissocier l'humain du monde qui l'entoure.

Discours prononcé par Olivier Wang Genh, président de l'Union bouddhiste de France, lors de la COP 21 sur le climat : « Quels enjeux pour les religions ? », au Sénat, Palais du Luxembourg, le jeudi 21 mai 2015.

Par la suite, il met en garde contre l'ignorance car « il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. Les intérêts financiers à court terme et la logique de la croissance économique à tout prix nous rendent aveugles alors que nous sommes mis chaque jour face à nos propres excès : consommation effrénée, gâchis, surproduction, déchets... ».

L'avidité et la colère accompagnent l'ignorance. Elles « infusent dans la conscience de l'homme et le poussent à agir de manière irresponsable, sans qu'il tienne compte des conséquences de ses actes ; ce qui est source de tant de souffrances dans ce monde. Aujourd'hui avec 8 milliards d'habitants sur cette planète, l'accumulation d'autant d'actions dictées par l'égoïsme et l'individualisme est devenue insupportable et entraîne des conséquences visibles et mesurables. »

En réponse, le bouddhisme préconise un travail intellectuel à travers la méditation, la réflexion éthique et l'étude de textes. Il valorise aussi des pratiques qui prennent appui sur le quotidien : « Un "bouddhiste" n'a d'autre lieu de pratique que sa vie elle-même. ». Pour changer le monde, il est essentiel de commencer par les petits gestes du quotidien, même s'il faut reconnaître que ce n'est pas la plus facile des pratiques.

« À une époque où la tendance est de faire porter la cause de tous nos malheurs sur l'autre, sur l'étranger, sur la crise, sur le gouvernement, sur l'Europe, sur le changement climatique... cet éveil à notre propre responsabilité individuelle est devenu essentiel ! »

(Le texte intégral est disponible sur demande au Cefoc)



« Le dieu perdu dans l'herbe, l'animisme, une philosophie africaine »,

Gaston-Paul Effa, Presses du Châtelet, Paris, 2015, 180 pages.

ET NOUS DANS TOUT ÇA ?

Dans le dernier temps de carrefour du week-end, chacun des participants était renvoyé à son vécu et à son pouvoir d'action. Les petits groupes ont réalisé une fresque où ils ont pu exprimer les déplacements opérés dans leurs représentations mais aussi pointer à quoi ils ont envie de s'engager pour rencontrer les trois cercles, les trois parties du triptyque : justice sociale, justice climatique et convictions.

Dominique DESCLIN

Ce que les participants ont mis en évidence, c'est la nécessité d'un autre rapport au monde. Il s'agit de retrouver une certaine humilité, de se rendre compte de l'interdépendance des humains les uns vis-à-vis des autres mais aussi avec l'environnement pour prendre soin de l'autre, du vivant. La notion bouddhiste de l'impermanence (rien n'est stable, rien n'est figé, rien ne dure indéfiniment) a fait écho au sentiment d'effondrement, de fins de temps exprimés par beaucoup de nos contemporains.

Les spiritualités permettent de se mettre en mouvement, de trouver un sens à son action. Mais quelles actions ? Plusieurs évoquent les petits pas,

les petits gestes qui encouragent, qui permettent de rejoindre des collectivités. D'autres évoquent une zone d'influence pour des actions plus politiques contre la croissance et le capitalisme.

Enfin, un élément revient souvent sur ces panneaux : l'aspiration à la joie, à l'espérance. Comme le disait Luis Martinez : « les religions sont un réservoir de rêve de l'humanité, elles véhiculent une utopie » et c'est cela qui incite à se mettre chemin.





Publication :

« Paroles vives pour la route »

Pour la deuxième année consécutive, le Cefoc édite des brochures rassemblant des « Paroles vives pour la route » de Thierry Tilquin et quelques amis. Bernard Van Meenen, l'un des contributeurs, nous éclaire sur ce qu'est une « homélie ». Il partage aussi l'intérêt plus large que peuvent avoir ces textes, écho d'une voix engagée.

Propos recueillis par Véronique HERMAN

INTERVIEW

Peux-tu nous expliquer simplement ce qu'est une « homélie » ?

— **Bernard** : Quand un groupe de chrétiens se réunit pour la messe, plusieurs textes bibliques sont lus et l'homélie y fait écho. Donc, pas d'homélie sans texte biblique. Mais ce n'est pas pour autant un discours savant *sur* le texte. Une homélie tient compte des personnes présentes, de leurs préoccupations, et de l'actualité et apporte à la communauté un éclairage sur la vie telle qu'elle est, la vie individuelle et collective, en lien avec les textes lus.

Dans les sous-titres des brochures, il est question d'Année A ou C, de « temps ordinaire » ou de « temps particulier ». Que signifient ces notions de temps ?

— Hum... c'est un peu compliqué. Sans entrer dans la technicité, disons que le calendrier d'une année chrétienne est marqué par un rythme, une pulsation, des moments plus intenses, d'autres moins. Par exemple, les quatre semaines qui précèdent Noël s'appellent l'Avent, celles qui précèdent Pâques s'appellent le Carême... ce sont des temps dit « particuliers », entrecoupés de temps plus « ordinaires ». Quant aux années A, B et C, cela désigne les textes plus particulièrement proposés. Par exemple, l'année A privilégie les textes de l'Évangile de Matthieu.

La personne qui prononce l'homélie ne peut-elle pas être une femme ou plusieurs personnes ensemble ?

— Officiellement, dans l'Église catholique, l'homélie est prononcée par un prêtre ou un diacre – et donc par un homme seul. Aujourd'hui, il y a davantage de personnes, femmes et hommes, qui ont une formation théologique et qui pourraient très bien partager une interprétation des textes. Cela se fait, mais trop rarement. Par ailleurs, l'origine du mot *homélie* signifie « s'entretenir, être en conversation ». Il serait donc logique que les membres de la communauté puissent entrer en conversation les un.e.s avec les autres autour des textes. Là où cela se pratique, on parle plutôt de « partage de la parole ».



« Les homélies de Thierry n'étaient pas des mots faits pour plaire. Souvent teintées d'humour, elles dévoilaient une ouverture de cœur, une approche humaine, chaleureuse et discrète des situations qu'il rencontrait, qui le touchaient » (Petite Sœur Christine-Erica, préface année A)

Notre ami Thierry avait-il un « style » particulier pour ses homélies ?

— Pour Thierry, un récit biblique n'avait de sens que s'il nous portait dans les réalités du quotidien, en particulier avec sa communauté paroissiale à Bouge. Mais son ouverture s'élargissait aussi à l'échelle internationale. Pour lui, si l'écoute de la parole biblique ne résonnait pas avec les expériences qui marquent la vie sociale, économique et politique, les joies et les drames vécus, on pouvait fermer la bible et la laisser sur l'étagère. Il préparait ses homélies avec « la Bible dans une main et le journal dans l'autre », selon une expression du théologien protestant Karl Barth. Il pratiquait ce que nous appelons une « théologie par les pieds ».

Publier ces homélies de Thierry, quel sens y vois-tu aujourd'hui ? Des personnes d'autres convictions pourraient-elles s'appropriier ces textes ?

— « Les paroles s'envolent, les écrits restent... ». Fondamentalement, l'homélie est un acte de parole, situé dans un contexte. Une figure relationnelle comme celle de Thierry a marqué toutes sortes de communautés de son intelligence pastorale, spirituelle, intellectuelle et humaine. Publier ses homélies, c'est donner vie à sa voix et à une parole, au-delà de celui qui l'a prononcée, une parole qui peut trouver une résonance pour d'autres, voire d'autres convictions par leur qualité au contenu « universel ».



Une belle ardeur en province de Luxembourg,

pour déconstruire les préjugés

Vaste question que celle des préjugés ! Et quelle aventure pour la mettre au travail en parlant en « je » en temps de pandémie ! C'était là l'ambition de la journée organisée à Habay-la-Neuve le 10 février dernier. Elle a réuni une trentaine de participant.e.s et deux intervenant.e.s du Cefoc, Véronique Herman et Jean-Claude Brau.

Mélanie LOUVIAUX & Isabelle PAQUAY



« T'es antivax ?
T'es inconscient ! »

Au commencement, il y avait... Les volontaires de la province de Luxembourg ! Lors d'une belle rencontre en janvier 2020 avec les nouvelles permanentes de la région, Isabelle et Mélanie, une envie commune a émergé : celle d'organiser une journée régionale pour faire connaître davantage le Cefoc sur le territoire. Le groupe se met d'accord sur le thème des préjugés. L'aventure est lancée !

Et puis, il y eut... De valeureux partenaires face à un méchant virus. Mélanie et Isabelle, en plein confinement, embarquent dans l'aventure le Centre culturel et la Maison des Jeunes de Habay-la-Neuve ainsi que le Plan de Cohésion sociale de Habay-Tintigny et deux volontaires du Cefoc, Isabelle Simon et Egard Baudhuin. L'aventure de co-construction de la journée régionale démarre avec quelques réunions en présence mais la plupart en distanciel...

Une démarche de co-construction qui bouscule

Comment sortir de l'impuissance face à des préjugés et à des discours simplistes ? Tel était le point de départ de la réflexion. Mais au fil des échanges, le groupe porteur a été bousculé dans sa manière d'aborder les préjugés. Les exemples qu'il citait faisaient toujours référence aux préjugés « des autres », comme si c'était uniquement les autres qui en avaient. Le groupe voyait facilement la paille dans l'œil de son voisin, sans voir la poutre dans son propre œil !

« Victime et auteur.trice de préjugés »

La démarche de la journée a alors été pensée afin que les participant.e.s puissent eux/elles aussi être bousculé.e.s, à partir d'une double mise en situation :

tantôt celle de « victimes », tantôt celle d'« auteur.trice.s » de préjugés. Ils/elles devaient ainsi prendre conscience des préjugés qu'ils/elles subissent, mais aussi de ceux qu'ils/elles produisent, pour oser les déconstruire, quels qu'ils soient... Et progressivement, l'objectif était d'enrichir la connaissance des préjugés, mieux en comprendre les ressorts, les effets sur l'autre et peut-être aussi, sortir de l'impuissance...

« Victime de préjugés » : les risques pour le vivre-ensemble

Un premier carrefour a permis aux participant.e.s de partager leurs préjugés et leur ressenti en tant que « victimes », d'en identifier les impacts sur eux/elles-mêmes et donc sur les autres : indifférence, tristesse, colère, baisse de l'estime de soi, sentiment d'injustice, de solitude, d'être incompris.e, isolé.e.

Les intervenant.e.s ont élargi la réflexion en pointant les risques de retrait, de repli sur soi et donc d'atteinte au vivre-ensemble, provoqués par les préjugés. Ceux-ci peuvent entraîner la discrimination de groupes entiers, le non-respect de certains droits, une hiérarchisation et des rapports de pouvoir entre différents groupes au sein de la société.

« Auteur.trice de préjugés » : inévitables, mais dangereux !

Lors du deuxième carrefour, les participant.e.s ont choisi des images qui traduisent des préjugés dont ils/elles sont « auteur.trice.s ». Une prise de recul a permis de réfléchir collectivement à ce que ces

« Je ne veux pas me faire soigner par un médecin étranger »

préjugés disent des participant.e.s, de leur entourage et de la société. Ainsi, une participante pointe le fait que « mon engagement vers une société plus juste et solidaire et mon agacement envers les personnes qui gaspillent est issu de mes racines familiales. Je suis tombée dedans quand j'étais petite et j'y reste fidèle ». Une autre constate que « c'est difficile de m'en défaire, je reste scotchée à mes idées ».

Véronique Herman s'est appuyée sur ces témoignages pour montrer à quel point les préjugés font partie du cadre de référence de chacun.e, à l'image d'une paire de lunettes portée sans même en avoir conscience. Ce cadre de référence est utile pour appréhender la réalité, mais il n'est pas neutre. Il est en partie hérité de l'entourage, des groupes d'appartenance et des valeurs dominantes véhiculées par la société. Il est également construit à partir des expériences de vie de chacun.e. Si un individu a rencontré un écologiste « chiant » ou si pour sa famille, son entourage ou la société, les écologistes sont perçus comme « chiants », il y a de fortes chances pour que ce préjugé soit bien implanté sans qu'on s'en rende compte !

Préjugé

« Pré » = avant ! Le pré-jugé n'est pas un jugement, mais ce qui vient avant le jugement, avant d'avoir réfléchi, avant d'avoir analysé. C'est donc une appréciation spontanée, une croyance, une opinion a priori.

Le préjugé permet d'appréhender le monde. Il répond aux besoins de repères, d'appartenance, de sécurité de tout être humain. Mais il est aussi dangereux, du fait de ses mécanismes de fabrication. Il réduit la complexité de la réalité en en sélectionnant un seul aspect : « Les gitan.e.s sont tou.te.s des voleur.euse.s ».

Il procède du même coup à la réduction des singularités, en catégorisant et en généralisant à partir d'expériences limitées : « Les femmes sont dangereuses au volant ». Les participant.e.s témoignent de ces réductions et simplifications vécues : « On nous colle et on nous inflige des étiquettes interpellantes » ; « C'est réducteur et simplificateur, ce n'est pas juste. On n'est pas ce qu'ils disent ».

À l'inverse, valoriser ce qui est commun à son groupe d'appartenance est important, mais peut être utilisé pour affirmer sa supériorité : « En province de Luxembourg, on a toujours une ardeur d'avance ! ». Dans ce cas, l'image de soi positive que crée le préjugé peut passer par la disqualification d'autrui. C'est un risque, tout comme l'utilisation du préjugé pour justifier la peur de l'autre, le refus de le rencontrer en vrai. Le préjugé est alors un alibi qui légitime le rejet de l'autre. Il permet aussi de trouver une explication simple à ce qui va mal « Le chômage, c'est la faute des immigrés ». Il dispense d'analyser la complexité des causes économiques et politiques à l'origine de telles situations. Il renforce la paresse de la pensée : l'extrême-droite l'a bien compris en désignant des boucs émissaires, sources de tous les maux.

Trois pistes pour changer de lunettes

- ✓ Prendre conscience que son milieu est porteur d'évidences qui peuvent être des préjugés. D'où vient par exemple le préjugé selon lequel « tous les écolos sont chiants » ?
- ✓ Sortir de la pensée paresseuse, passer du pré-juger au juger, en croisant diverses sources d'informations, en tentant de complexifier sa pensée, avec et au risque des autres.
- ✓ Rencontrer, se laisser bousculer, sortir des cercles de confort... Jean-Claude Brau l'a rappelé : le vivre-ensemble n'est possible que là où les différences se maintiennent. Un défi pour la démocratie qui doit inventer une façon de rester différent.e.s tout en vivant ensemble !

Suivre ces pistes, c'est bien ce à quoi s'est attelé le public de ce 10 février 2022, masqué selon les règles Covid du moment, mais enthousiaste. La journée s'est clôturée avec le spectacle de contes de Valérie Bienfaisant « Rue des histoires », un autre moyen de se laisser interpellé par les préjugés, ceux des autres et les nôtres.

« Les écolos sont chiants »

« Les artistes sont fainéants ! »

« Toi, t'as le temps : t'es prof... »

NOTRE SITE WEB ET NOS RESSOURCES EN ACCÈS LIBRE

www.cefoc.be

[cefoc.be/ Activités de formation /](http://cefoc.be/Activit%C3%A9s%20de%20formation/)

Des traces écrites et des vidéos à propos de questionnements inspirés par la crise sanitaire

Qu'est-ce qu'une vie normale ?
Qu'avons-nous appris de la pandémie ?

- Regards de participants
- Regards sociologique, juridique, écologiste, philosophique
- Regard décalé et humoristique par la Compagnie du Bouton

[cefoc.be/ PUBLICATIONS /ANALYSES 2022](http://cefoc.be/PUBLICATIONS/ANALYSES%202022)

De courts textes pour un regard critique sur des questions de société

- Secouons notre intelligence... collective !
- Pour lutter contre la pauvreté, dissocier revenu et travail
- Ilots de gratuité : instruments de lutte contre la pauvreté ?
- Migrations d'hier et d'aujourd'hui
- Provocations à penser la pauvreté
- Petites et grande histoires de famille

[cefoc.be / REVUE TRIMESTRIELLE/](http://cefoc.be/REVUE%20TRIMESTRIELLE/)

La revue Atout Sens est disponible



[cefoc.be / PUBLICATIONS/VIDEOS](http://cefoc.be/PUBLICATIONS/VIDEOS)

3 capsules vidéo dénonçant une triple domination dans notre société

Comment nous soutenir concrètement ?

Différentes formules de don sont possibles :

- Verser un don sur le compte de Caritas Secours ASBL/Namur-Luxembourg - IBAN : BE23 2500 0830 3891 BIC : GEBABEBB - ou un ordre permanent en y ajoutant en communication « souhaite aider Cefoc code 732506 ». Caritas Secours Francophone soutient les projets du Cefoc et fait donc appel à votre contribution financière pour que ceux-ci se réalisent.
Tout don de 40 € ou plus sur ce compte donne droit à une exonération fiscale. **IMPORTANT** : pour vous assurer d'obtenir une attestation fiscale pour l'année 2022, nous vous invitons à effectuer votre virement au plus tard le 31 décembre 2022.
- Verser un don sur le compte du Cefoc TRIODOS - IBAN : BE47 5230 8096 6480 BIC : TRIOBEBB - ou un ordre permanent. Cette formule ne donne pas droit à une exonération fiscale.
- Prendre un abonnement de soutien à notre revue trimestrielle en versant 40 € sur le compte du Cefoc TRIODOS - IBAN : BE47 5230 8096 6480 BIC : TRIOBEBB - et en y ajoutant en communication « Abonnement 2023 ».

Abonnement
& dons
2023



Centre de formation Cardijn (Cefoc) - rue Saint-Nicolas, 84 - 5000 Namur

+32 81 23 15 22 info@cefoc.be @ www.cefoc.be